

Le Monde du 1er avril 2022

[Pourquoi la guerre en Ukraine menace la sécurité alimentaire mondiale](#)

Le conflit aggrave la flambée des prix agricoles, mettant en péril la capacité des pays les plus vulnérables à importer leur nourriture. Les débats sur les réponses à mettre en œuvre font rage.

Par [Laurence Girard](#) et [Mathilde Gérard](#)



Un camion de transport reçoit un chargement de blé, dans le village de Bogatoye (Ukraine), le 24 mars 2022. Bulent Kilic / AFP

Jadis forgée par les courants altermondialistes, la notion de souveraineté alimentaire se retrouve sur le devant de la scène, alors que le conflit en Ukraine fait peser une lourde menace sur les productions agricoles et la sécurité alimentaire mondiale. Lors du congrès du premier syndicat agricole français, la FNSEA, les 29 et 30 mars à Besançon, le thème était notamment brandi pour justifier les appels à produire plus et remettre en cause certaines orientations européennes. Mais, à l'échelle mondiale, l'enjeu le plus urgent porte sur l'aide financière et la lutte contre la spéculation, les pénuries physiques de denrées n'étant pas encore manifestes.

- **L'autonomie alimentaire de l'Europe est-elle menacée par la guerre en Ukraine ?**

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, deux géants céréaliers, les marchés mondiaux, déjà à des niveaux très élevés, s'emballent. Le conflit a mis en évidence les interdépendances mondiales sur le plan agricole, tant au niveau des céréales, pour l'alimentation humaine et pour celle du bétail, que du gaz, indispensable à la composition des fertilisants azotés, auxiliaires majeurs de l'agriculture mondiale. Si une grande partie de la récolte de blé d'hiver ukrainien avait pu être exportée avant le conflit, 7 millions de tonnes sont restées dans les ports et les prochaines récoltes s'annoncent imprévisibles. Quant à la Russie, ses exportations alimentaires ne

sont en théorie pas bloquées, mais la mise au ban du pays sur la scène internationale rend incertaine sa volonté d'exporter, d'autant que les cargos ne sont plus assurés pour traverser la mer Noire.

L'Union européenne (UE) importe peu de céréales pour l'alimentation humaine, en revanche, elle achète des céréales ukrainiennes et russes pour nourrir les animaux, notamment du maïs, et importe un quart de ses engrais azotés de Russie. Elle achète aussi de l'huile et des tourteaux de tournesol, l'Ukraine représentant à elle seule plus de la moitié du commerce mondial de cet oléagineux (80 % avec la Russie).

Depuis la pandémie de Covid-19, et encore plus après la guerre en Ukraine, les appels à renforcer la « souveraineté alimentaire » en Europe se multiplient. Pour Pierre-Marie Aubert, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), spécialiste des politiques agricoles européennes, « *quand les dirigeants parlent de souveraineté, ils désignent en fait l'autosuffisance. C'est un enjeu fort, mais distinct* ». Si le taux de dépendance de l'Union européenne varie selon le type de denrées, au global, « *l'UE importe 10 % des calories qu'elle consomme*, souligne M. Aubert. *Quand on dit que l'Europe doit nourrir le monde, c'est plutôt elle qui pèse sur le système alimentaire mondial* ».

- **Comment le conflit pèse-t-il sur la sécurité alimentaire mondiale ?**

Aujourd'hui, le premier impact de la guerre en Ukraine est l'envolée des cours de gaz, pétrole, blé, maïs, tournesol, colza ou soja, avec un effet domino. La flambée du prix du gaz entraîne celle des engrais et donc renchérit le coût de production de céréales. La hausse du prix des céréales et des oléoprotéagineux fait progresser la facture de l'alimentation animale, et suscite donc un bond des prix des volailles, porcs, bœufs ou produits laitiers. Le renchérissement du prix de l'énergie pénalise également les cultures de fruits et légumes sous serre ou encore les pêcheurs.

Dans les pays en développement, la flambée des prix, entamée bien avant le conflit en Ukraine, se traduira par une hausse de l'insécurité alimentaire. « *Les populations consacrent entre 35 % et 40 % de leur budget à l'alimentation*, décrit Olivier De Schutter, rapporteur des Nations unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. *Une hausse des prix de 50 % a un impact considérable pour les budgets des ménages.* » L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) anticipe que son indice des prix alimentaires pourrait grimper de 8 % à 20 %, et qu'entre 8 et 13 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim dans le monde. « *Le seul point rassurant*, note M. De Schutter, *c'est que le riz demeure, à ce jour, à l'abri des tensions. Mais ça pourrait ne pas durer.* »

Dans les pays plus riches, la spéculation sur le marché des matières premières va se répercuter en inflation pour le consommateur et pourrait accentuer la précarité alimentaire. En France, l'inflation n'est pas encore totalement visible, mais cela ne saurait tarder. Le gouvernement a incité la grande distribution à rouvrir les négociations commerciales avec les industriels. Achévées le 1^{er} mars, elles se sont traduites par une hausse des tarifs de 3 % à 4 %.

- **Pourquoi les orientations agricoles européennes sont-elles questionnées ?**

Bruxelles se retrouve au cœur d'un vif débat sur ses choix stratégiques. En cause, une feuille de route datant de mai 2020 : la stratégie Farm to Fork (F2F, « de la ferme à la fourchette »), déclinaison agricole du Pacte vert européen (Green Deal). Pour rendre l'agriculture européenne plus durable, celle-ci pose plusieurs objectifs : réduction de moitié de l'usage des pesticides à l'horizon 2030, de 20 % du recours aux engrais azotés et augmentation de la surface cultivée en bio pour atteindre 25 %. A ces cibles, non contraignantes, la stratégie F2F ajoute des mesures pour réduire le gaspillage et orienter le consommateur vers une alimentation plus saine et plus équilibrée, notamment plus végétale.

Trois simulations sur les possibles impacts de F2F, publiées à quelques mois d'intervalle, tablent sur

une baisse des volumes de production : la première, établie par le ministère de l'agriculture américain, évoque une chute de 12 % ; une autre, réalisée par le centre commun de recherche du Parlement européen, analyse plusieurs scénarios sur différentes denrées, sans avancer de chiffre global ; une troisième a été faite par l'université néerlandaise Wageningen, à la demande de la fédération des fabricants de pesticides CropLife.

Aucune de ces études ne prend toutefois en compte l'ensemble des dispositions prévues, notamment les évolutions anticipées de la demande. Aucune n'anticipe, par ailleurs, quelles seraient les trajectoires si l'on restait à modèle agricole constant. « *Plusieurs cultures voient déjà leurs rendements baisser : les oléagineux sont déjà affectés par le manque de pollinisateurs, observe Pierre-Marie Aubert. Or, l'objectif de F2F est justement de permettre à nos paysages agricoles de maintenir une capacité productive à moyen et long terme.* » Un autre scénario modélisé par l'Iddri a calculé qu'une production intégralement agroécologique en Europe pourrait permettre de nourrir la population européenne, tout en gardant des capacités d'export... à condition de rééquilibrer nos assiettes.

Mais la défiance d'une partie des acteurs agricoles s'est renforcée avec la guerre en Ukraine. « *Farm to Fork est une vision décroissante qui menace notre souveraineté alimentaire, a asséné Christiane Lambert, lors du congrès de la FNSEA. Ne laissons pas la place au lobby vert, au lobby de la faim dans le monde* », a poursuivi l'influente présidente du COPA-Cogeca, premier syndicat agricole européen, tout en se disant sensible « *au tic-tac de l'horloge climatique* ».

Face aux critiques, la Commission assume sa stratégie, arguant que Farm to Fork fait partie de la solution, car elle trace la voie d'une agriculture moins dépendante des énergies fossiles et des engrais de synthèse.

- **La suspension des jachères, une première remise en cause des mesures environnementales ?**

Concession aux demandes répétées de « produire plus », Bruxelles a autorisé, le 23 mars, les Etats membres à exploiter les surfaces mises en jachère pour la campagne 2022. Ces surfaces, considérées d'intérêt écologique ou comme sources de diversification des cultures, donnent droit à un « *paiement vert* » dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC). En France, cela représente 1 % de la surface agricole utile, soit 300 000 hectares. Au vu du calendrier, les agriculteurs ne peuvent plus planter de blé. En théorie, ils peuvent semer du maïs ou du tournesol. Plus sûrement, ils couperont l'herbe qui pousse sur ces parcelles et en feront du foin. Ces jachères, souvent peu fertiles ou mal situées, ne répondront donc pas « *au défi de la sécurité alimentaire mondiale* », contrairement à l'argument du gouvernement français. Plus prosaïquement, les demandeurs de cette dérogation, la FNSEA en tête, ont un autre objectif, celui de supprimer les 4 % de surfaces d'intérêt écologique inscrits dans la future PAC, qui doit entrer en vigueur en janvier 2023 – un des rares marqueurs de « *verdissement* » de cette politique.

- **Y a-t-il d'autres solutions pour réduire la pression sur les marchés céréaliers ?**

Blé et maïs ne sont pas uniquement destinés à faire du pain ou de la semoule. Ils garnissent les auges des animaux, mais aussi désormais de méthaniseurs pour produire de l'énergie, ou sont incorporés dans les agrocarburants (de 6 % à 7 % de la production céréalière européenne y est destinée). La Confédération paysanne avance la solution de limiter l'incorporation des céréales dans les agrocarburants. « *La question n'a pas été abordée au niveau européen, réagit, auprès du Monde, Julien Denormandie, ministre de l'agriculture. Pour limiter la dépendance énergétique, il faut faire plus d'agrocarburant. Mais si, en parallèle, cela cause un problème pour l'accès au blé des populations, il faut régler les curseurs. Tout cela est une question d'équilibre.* »

Des [scientifiques appellent également](#) à réduire notre consommation de produits animaux, les

élevages consommant plus de la moitié des céréales européennes. Une telle mesure nécessiterait de réduire les cheptels d'animaux, notamment avicoles ou porcins, de prévoir des mécanismes de solidarité entre filières, tout en sensibilisant le consommateur à diminuer les portions carnées. Mais cette option reste en grande partie taboue. « *Le ministre de l'agriculture allemand a incité ses concitoyens à manger moins de viande comme geste contre Poutine, mais la majorité des Etats membres ne défend pas cette idée* », souligne Mathias Ginet, haut fonctionnaire et auteur de [notes d'analyse pour le groupe de réflexion Terra Nova](#).

- **D'autres pays peuvent-ils compenser les exportations ukrainiennes et russes ?**

Pour les pays importateurs de blé, l'urgence est de sécuriser les prochains approvisionnements. Certains Etats, qui disposent de capacités de stockage, ont quelques mois de réserve. D'autres, comme le Liban, qui a perdu ses infrastructures après l'explosion du port de Beyrouth en août 2020, n'ont aucun stock. « *Le Liban est dans une situation dramatique : ses stocks sont en mer, sur des bateaux, avec des volumes très ric-rac* », relève Sébastien Abis, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste de géopolitique agricole.

D'autres pays producteurs peuvent-ils prendre la relève de l'Ukraine et de la Russie ? Australie, Etats-Unis et Argentine montent au créneau pour proposer leur marchandise. Plus inhabituel, l'Inde est aussi sur les rangs. « *L'Inde a fait savoir, à la suite de très bonnes récoltes, qu'elle pouvait mettre de 7 à 8 millions de tonnes à l'export, ce qui est considérable, mais elle est en train de reconsidérer ces volumes* », souligne Sébastien Abis. En revanche, la Chine, qui a subi de forts aléas climatiques, anticipe un déficit sur sa production de blé. « *Beaucoup de pays acheteurs espèrent en réalité trouver de la quantité au rendez-vous de la part des Etats-Unis et de l'Europe, en fonction de la variable climatique de la prochaine saison* », note le chercheur.

- **Que propose l'initiative FARM d'Emmanuel Macron ?**

Annoncée le 24 mars à l'issue d'une réunion du G7 par Emmanuel Macron, l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission) vise à « *permettre aux pays qui en ont besoin d'acquérir des céréales* ». Cette initiative, qui est encore en cours d'élaboration, se déclinerait en trois volets. D'abord, la lutte contre la spéculation et l'opacité. « *Certains pays ont des stocks et ne communiquent pas*, précise Julien Denormandie. *Nous voulons que la FAO pousse cette initiative et nous allons faire une démarche similaire auprès de l'OMC. Le sujet sera également abordé lors d'un prochain sommet UE-Chine.* » Le deuxième axe consiste en un dispositif de solidarité pour aider les pays importateurs qui ne peuvent payer le prix du marché. Un travail mené avec le Programme alimentaire mondial, dont le mécanisme n'est pas encore défini. Le troisième volet, à plus long terme, vise à investir dans les capacités de production des pays vulnérables.

« *Au cours des cinquante dernières années, on n'a pas rendu service aux pays pauvres en y écoulant des denrées à bas prix, subventionnées par les contribuables européens*, note le rapporteur spécial de l'ONU Olivier De Schutter. *Il faut aider les pays dépendants des matières premières à reconquérir leur capacité à produire pour eux-mêmes, ce qui demande une programmation sur plusieurs années.* »